

Objectifs d'apprentissage

OA	La consigne	Les notions indispensables à maîtriser	illustrations	A valoriser : les théories, le vocabulaire
Connaître les grandes tendances d'évolution des inégalités économiques depuis le début du XXe siècle et comprendre que les inégalités économiques et sociales présentent un caractère multiforme et cumulatif.	Etre capable de présenter les différentes périodes d'évolution des inégalités économiques au XX ^e siècle	1914-1980 : réduction générale des inégalités de revenus et de patrimoine dans les sociétés occidentales et augmentation des inégalités internationales après 1980 : augmentation des inégalités internes dans les pays développés et diminution des inégalités internationales	30 Glorieuses Développement de la Chine Augmentation des inégalités en France	Moyennisation/ Société en toupie Polarisation/ Société en sablier
	Etre capable d'expliquer pourquoi les inégalités peuvent prendre plusieurs formes et qu'elles s'ajoutent créant un cercle vertueux ou vicieux	Inégalités : Une inégalité est une différence entre deux individus ou deux groupes qui se traduit en termes d'avantages ou de désavantages par rapport à une échelle de valeurs. Une inégalité ne doit pas être confondue avec une différence : une différence entre deux individus ou deux groupes ne devient une inégalité qu'à partir du moment où elle est traduite en termes d'avantages ou de désavantages par rapport à une échelle de valeurs. Elle est donc toujours relative.		
		Inégalités multiformes Les inégalités économiques correspondent aux inégalités liées aux revenus et aux patrimoines Les inégalités sociales : les avantages et désavantages concernent les ressources sociales valorisées. Elles sont de nature très diverses et sont parfois difficilement mesurables	Ecart de salaire entre CPIS et ouvriers Inégalités face à la santé, l'éducation, l'accès à la politique	Revenu/revenu primaire/de transfert Revenu disponible brut Patrimoine

		Inégalités cumulatives : les inégalités s'ajoutent les unes aux autres Inégalités économiques génèrent des inégalités économiques et sociales Inégalités sociales génèrent des inégalités économiques et sociales	Les inégalités de revenu entraînent des inégalités de patrimoine et de diplôme Les inégalités de diplôme entraînent des inégalités de revenu et d'accès au logement	A Bihr et R Pfefferkorn : les inégalités font système
Savoir interpréter les principaux outils de mesure des inégalités, statique (rapport inter-quantiles, courbe de Lorenz et coefficient de Gini, top 1%) et dynamique (corrélations de revenu parents-enfants)	Etre capable de lire correctement les données et être capable à partir de l'outil de mesure d'en déduire l'évolution des inégalités : hausse ou baisse	rapport inter-quantiles Le quantile seuil : c'est la valeur de la variable telle que x% de la population a moins, et (100-x)% de la population a plus. Le nombre de quantiles est égal au nombre de groupes moins 1 Le quantile moyenne : la donnée chiffrée du quantile représente la moyenne du groupe ; il y a autant de quantiles que de groupes Les quantiles plus utilisés : D1 : le premier décile : 10% de la population a moins, 90% a plus D5 : La médiane : 50% de la population a plus, 50% a moins D9 : le neuvième décile : 10% de la population a plus, 90% a moins Rapport interdécile : D9/D1 : les 10% les plus riches ont x fois plus que les 10% les plus pauvres. Quand le rapport augmente, les inégalités augmentent		Indicateur de dispersion statique Distinction écart (absolu) inter-quantiles/ rapport (relatif) Distinction décile/quintile/quartile
		courbe de Lorenz : représentation graphique des inégalités. En abscisse est porté le pourcentage cumulé croissant de la population. En ordonnée est indiqué le pourcentage cumulé croissant de la donnée étudiée. La bissectrice représente la répartition égalitaire. Plus la courbe est éloignée de la diagonale, plus la répartition de la variable est inégalitaire		Indicateur de concentration statique

		coefficient de Gini : Le coefficient de Gini varie entre 0 et 1. Plus les inégalités sont importantes, plus le coefficient de Gini se rapproche de 1		Indicateur de concentration statique
		top 1% : c'est le dernier centile de la population qui représente alors les 1% des ménages les plus aisés. On calcule la part de l'ensemble des revenus détenus par ce top 1%. Plus l'écart est grand entre la part des revenus perçue par ce 1% et sa part dans la population (1%), plus les inégalités sont élevées		Indicateur de concentration statique
		corrélation de revenu parents-enfants mesure le caractère héréditaire des inégalités économiques. Un indicateur est l'élasticité inter-générationnelle des revenus Lorsque l'élasticité est à 0, les enfants ne tirent aucun avantage à avoir un parent en bonne position dans la distribution des richesses et la mobilité est parfaite. Il n'y a donc pas de perpétuation des inégalités À l'inverse, une élasticité égale à 1 montre que la conservation des positions est parfaite et la hiérarchie des positions se reproduit à l'identique.		Indicateur dynamique
Comprendre que les différentes formes d'égalité (égalité des droits, des chances ou des situations) permettent de définir ce qui est considéré comme juste selon différentes conceptions de la justice sociale (notamment l'utilitarisme, le libéralisme, l'égalitarisme libéral, l'égalitarisme strict)	Etre capable de présenter les différentes formes d'égalité et d'expliquer comment chacune est reliée à des analyses de la justice différente	La justice sociale est un principe moral et politique : elle est fondée sur ce qui est socialement inacceptable en matière d'inégalités L'égalité de droit est une égalité devant la loi : les règles s'appliquent à tous de manière uniforme. La justice sociale commutative sanctionne les infractions au droit : elle assure la propriété individuelle et la situation personnelle ; elle vise à garantir strictement le respect de la liberté individuelle	Droit de vote	

		L'égalité des chances a pour objectif de limiter les effets de l'héritage économique, culturel ou social : il faut donc traiter tous les individus de la même manière au départ. Les différences de situations à l'arrivée sont acceptées car elles sont légitimes puisqu'elles rémunèrent des efforts et des mérites différents. La justice distributive consiste à proportionner les charges et les honneurs au mérite de chacun. L'Etat doit intervenir pour corriger l'inégalité des situations initiales	école gratuite et obligatoire pour tous	Méritocratie équité
		L'égalité des résultats consiste à traiter les individus de la même manière à l'arrivée. Il y a donc égalité de situations. Les différences doivent être rejetées quelles que soient les origines. Chacun doit donc disposer de ce dont il a besoin et cela indépendamment de son activité. La justice sociale corrective consiste à corriger les inégalités pour tendre vers une égalité à l'arrivée. Dans ce cas, l'Etat doit intervenir pour corriger l'inégalité des situations de départ	redistribution verticale des revenus	
	Présenter et expliquer les différentes conceptions de la justice sociale et montrer que ces conceptions peuvent être opposées	Utilitarisme : Une société juste est celle qui maximise le bien-être social total, indépendamment de la structure de la répartition des ressources : l'optimum est en effet atteint lorsqu'il est impossible d'ajouter une satisfaction à un individu sans réduire la satisfaction d'un autre individu. Les formes d'égalité à atteindre : L' égalité des droits : cette conception repose sur la liberté des individus L'égalité des chances : il faut instaurer une école gratuite et généralisée qui permettra d'assurer la formation d'une élite : c'est la circulation des élites de Pareto L'égalité des résultats est un moyen non un objectif : la réduction des inégalités est tolérée si elle permet d'augmenter l'utilité totale		

		Libertarisme : Une société juste est une société qui respecte les libertés individuelles et les droits de propriété Les formes d'égalité à atteindre : l'égalité des droits est valorisée : le seul rôle de l'État est de garantir la liberté et les droits de propriété. l'égalité des chances est refusée quand elle est atteinte par la redistribution. Car le libertarisme s'oppose à l'imposition des revenus. l'égalité des situations est aussi refusée, du fait du refus de toute intervention de l'Etat visant à prélever des impôts		place privilégiée accordée à la propriété privée (Nozick).
		l'égalitarisme libéral : une société juste est une société qui respecte les libertés fondamentales, l'égalité des chances et dont les inégalités profitent aux plus défavorisés Les formes d'égalité à atteindre égalité des droits : le principe de liberté est essentiel . On ne doit pas, pour combattre les inégalités, aller à l'encontre de libertés fondamentales égalité des chances : les personnes ayant le même talent et fournissant les mêmes efforts doivent pouvoir accéder aux mêmes positions sociales indépendamment de leur origine sociale, géographique ou de leur sexe égalité des situations : les membres les moins avantagés de la société peuvent bénéficier d'un traitement différent à condition que cela reste à leur bénéfice tout en ne détériorant pas le bénéfice de la collectivité toute entière et en ne nuisant pas à la liberté de ses membres		l'analyse de John Rawls sur le voile d'ignorance
		l'égalitarisme strict : une société juste est une société dans laquelle les individus sont réellement égaux. C'est une égalité de fait: tous les individus doivent pouvoir avoir des conditions matérielles d'existence proches. Les formes d'égalité à atteindre : il faut atteindre les 3 formes d'égalités, notamment l'égalité des situations : dans ce cas, l'Etat doit intervenir pour corriger l'inégalité des situations		l'égalité des droits assure une égalité théorique et non réelle : selon Marx, l'égalité des droits assure une démocratie formelle conférant au peuple des droits et des libertés précieux, mais elle ne donne pas les moyens de les exercer

Comprendre que l'action des pouvoirs publics en matière de justice sociale (fiscalité, protection sociale, services collectifs, mesures de lutte contre les discriminations) s'exerce sous contrainte de financement et fait l'objet de débats en termes d'efficacité (réduction des inégalités), de légitimité (notamment consentement à l'impôt) et de risque d'effets pervers (désincitations)	Présenter et expliquer les différents moyens utilisés par les pouvoirs publics pour assurer la justice sociale	Fiscalité ou impôts : ensemble des prélèvements sur les ressources des contribuables, sans contrepartie déterminée, pour couvrir les dépenses publiques de l'État, des collectivités locales et de l'Union européenne Les impôts principaux : L'impôt sur le revenu : le montant payé dépend de deux variables : l'ensemble des revenus et les charges de famille du contribuable. L'impôt sur le revenu est un impôt progressif qui réduit les inégalités La TVA est un impôt proportionnel, calculé sur le prix de vente hors taxes de tous les biens et services. Même si le taux de la TVA est identique pour tous, il est faiblement régressif : il augmente les inégalités. Plus le revenu augmente, plus la part du revenu consommé est faible. Le poids de la TVA dans le revenu est donc plus fort pour les revenus les plus bas car leur propension à consommer est plus forte	Distinction impôts /prélèvements obligatoires Impôts directs/indirects Taux d'imposition marginal/taux moyen d'imposition
--	---	--	--

		Protection sociale : dans les sociétés modernes, la protection sociale est le système qui offre aux individus une protection collective contre les risques sociaux. Les risques sociaux sont des événements aléatoires et difficilement contrôlables provoquant des dépenses importantes pour l'individu (maladie ou accident), ou une diminution sensible de ses revenus habituels (chômage, cessation d'activité). Cette protection sociale a comme avantage d'être (ou du moins c'est son objectif) universelle, c'est-à-dire de concerner l'ensemble des personnes vivant sur le territoire national. 2 modèles de protection sociale : Le système bismarckien basé sur la logique de l'assurance : chaque actif cotise proportionnellement à son revenu et reçoit des prestations proportionnelles à ses cotisations : des prélèvements obligatoires uniquement dédiés au financement de la Sécurité Sociale. Le versement des prestations est « sous condition de cotisation », c'est-à-dire qu'il faut avoir cotisé pour en bénéficier. La redistribution est horizontale. Le système beveridgien basé sur la logique de l'assistance d'après-guerre. Le système est financé par l'impôt ; tous les individus sont couverts quelle que soit leur situation professionnelle ; la redistribution est verticale. Le système de protection sociale français : la Sécurité Sociale a été créée en France en 1945 sur un modèle bismarckien. A partir du milieu des années 70, la crise économique oblige à modifier le système de Sécurité Sociale en intégrant une logique d'assistance.	Distinction Etat-Gendarme/Etat-Providence Modalités d'attribution des prestations sociales Modèle beveridgien : universalité/unité/uniformité
--	--	--	--

		Services collectifs : un service non marchand fourni par des administrations publiques, qu'elles soient locale, centrale ou de Sécurité Sociale financé par des prélèvements obligatoires Un service collectif assure la justice distributive quand ce service collectif a pour objectif l'égalité d'accès aux moyens de réussir. Un service collectif peut aussi contribuer à la justice corrective et assurer une plus grande égalité de situation : plus le revenu est faible, plus la part de ces services collectifs dans le revenu est forte.	l'école obligatoire et gratuite : elle donne alors à tous un savoir minimum	
		Lutte contre les discriminations une discrimination est une différence de traitement qui ne s'appuie sur aucun critère objectif . 2 moyens : politiques répressives : l'objectif est de faciliter l'accès à la justice des victimes de discrimination mesures de discrimination positive : la discrimination positive est un principe : instituer des inégalités pour promouvoir l'égalité. C'est un traitement préférentiel volontairement accordé aux membres d'une minorité traditionnellement désavantagée afin de compenser les désavantages associés à cette appartenance. La discrimination positive, en remettant en cause l'égalité des droits, cherche en fait à promouvoir d'autres formes d'égalité : soit l'égalité des possibles, soit l'égalité (ou la moindre inégalité) des positions	Inégalités de salaire hommes/femmes les tribunaux, depuis le début des années 2000, accueillent de plus en plus volontiers la technique du testing. Loi sur la parité hommes-femmes en politique	Affirmative action aux Etats-Unis Modalités : caractériser les populations qui souffrent de désavantages/ mettre en évidence les avantages dont doivent bénéficier les populations

	Expliquer comment ces moyens d'action sont limités par des contraintes de financement et fait l'objet de débats	Depuis les années 1980, déficit public : les dépenses sont supérieures aux recettes Déficit de la Sécurité Sociale : les dépenses de la Sécurité Sociale augmentent rapidement du fait du vieillissement de la population et de la montée du chômage les recettes augmentent moins vite que les dépenses : l'augmentation du nombre de chômeurs se traduit automatiquement par une baisse du nombre de cotisants		
		Déficit budgétaire : est limité du fait des contraintes de l'UE : le Pacte de stabilité et de croissance ratifié en 97 impose un déficit public inférieur à 3% du PIB et un endettement public inférieur à 60% du PIB		
		Augmenter les dépenses sociales pour réduire les inégalités pose le problème de leur financement Quand elles sont financées par l'augmentation des prélèvements obligatoires, cela se traduit par une diminution des revenus des agents. Il y a alors une baisse de la demande qui peut entraîner une baisse de la production Quand elles sont financées par emprunt, l'augmentation de la demande de capital entraîne une hausse du taux d'intérêt et un effet d'éviction : comme l'Etat est un emprunteur sûr, les ménages qui ont une aversion pour le risque préfèrent acquérir des titres de la dette publique plutôt que ceux d'une entreprise privée qui peut toujours faire faillite.		Analyse de Keynes : le multiplicateur Analyse libérale : offre et de mande de capital
	Présenter et expliquer les débats portant sur l'action des pouvoirs publics sur la réduction des inégalités	L'action des pouvoirs publics n'assure pas toujours une réduction des inégalités Pour assurer une réduction des inégalités il faut des prélèvements progressifs (impôt sur le revenu) et non dégressifs (TVA) Les dépenses ne profitent pas à ceux qui en ont le plus besoin		Impôt sur le revenu/TVA/cotisations sociales Taux de non recours des aides sociales

		L'action des pouvoirs publics n'est pas toujours considérée comme légitime une fiscalité progressive peut être considérée comme injuste : les inégalités sont considérées comme légitimes dans une société méritocratique d'égalité des chances Le consentement à l'impôt diminue car une partie des français remet en cause la légitimité de l'impôt : elle considère que son poids n'est plus réparti de façon équitable Les politiques de discrimination positive peuvent être jugées injustes par une partie de la population : tous les individus n'ont pas les mêmes droits.		Analyse libérale
		L'action des pouvoirs publics peut être désincitative : Les allocations chômage sont vues comme une incitation à rester au chômage ou à quitter son emploi. Des prélèvements progressifs sont désincitatifs : le revenu net des plus riches diminue, ce qui réduit leur incitation à épargner, à innover et à travailler		trappes à l'inactivité : lorsque la différence entre tous les revenus nets associés à l'activité et à l'inactivité est faible compte tenu de la désutilité marginale et /ou de la valorisation du travail. Courbe de Laffer Théorie du ruissellement : l'augmentation des revenus des plus riches permet donc d'augmenter les revenus des plus pauvres, car ils contribuent davantage à la croissance Limites des mesures de discrimination positive : allocation non optimal des individus, effets pervers : fraude